Chemin de Fer D'ENGHEN A MONTMORENCY.

RÈGLEMENT

CONCERNANT LA

Police des Cours de la gare de Montmorency.

STATIONNEMENT DES ANES ET DES CHEVAUX DE LOUAGE.

Nous, Conseiller d'Etat, Préfet du département de Seine-et-Oise, Grand-Officier de la Légion-d'Honneur,

Vu notre arrêté du 24 août 1868, contenant règlement pour la police des cours de la gare de Montmorency, sur le chemin de fer d'Enghien à Montmorency, ledit arrêté approuvé par décision de M. le Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux publics, du 30 novembre 1868;

Vu, sous la date du 3 juin 1870, une lettre par laquelle M. le directeur de la Compagnie du chemin de fer d'Enghien à Montmorency, nous demande d'assimiler, dans l'article 2 de l'arrêté précité, les *ânes et chevaux de louage*, moyens de transport tout-à-fait spéciaux à Montmorency, aux autres moyens de transport qui y sont énoncés;

Vu le rapport favorable de M. l'Inspecteur-Général du contrôle, en date du 15 juin 1870;

Vu la loi du 15 juillet 1865, sur la police des chemins de fer et l'article 1^{er} de l'ordonnance du 15 novembre 1866, rendue pour l'exécution de cette loi;

ARRÊTONS CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER.

Est et demeure modifié de la manière suivante l'article 2 de notre arrêté du 24 août 1868, relatif à la police des cours de la gare de Montmorency :

Partout où cela sera jugé nécessaire, les lieux de stationnement des différentes sortes de voitures, telles que diligences à diverses

destination, voitures de messageries, omnibus, fiacres, voitures à volonté, voitures particulières, *des ânes et chevaux de louage destinés aux promeneurs*, seront désignés par le chef de gare, de concert avec le commissaire de surveillance administrative. A défaut de concert, l'Inspecteur-Général chargé du contrôle statuera.

Il est interdit d'introduire dans la cour de la gare des animaux vicieux ou dangereux.

ART. 2.

Sont et demeurent maintenues les autres dispositions de notre arrêté sus-daté qui ne sont pas contraires au présent.

ART. 3.

Le présent arrêté sera soumis à l'approbation de S. Exc. le Ministre des Travaux publics; il sera constamment affiché aux frais de la Compagnie dans la cour de la gare et dans les salles d'attente.

ART. 4.

Les commissaires de surveillance administrative, les agents assermentés de la Compagnie et la gendarmerie, sont chargés d'assurer, chacun en ce qui le concerne, l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'Inspecteur-Général du contrôle, au directeur de la Compagnie et au commandant de gendarmerie.

Fait en l'hôtel de la Préfecture, à Versailles, le 22 juin 1870.

Le Conseiller d'Etat, Préfet,

J. CORNUAU.

Le présent arrêté a été approuvé par décision de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 22 juillet 1870.

Elle couvait depuis 1866, mais n'éclata au grand jour qu'en 1868. La querelle des ânes ne s'apaisera qu'en 1870 avec la publication de l'arrêté du 22 juin de cette année qui modifie celui du 30 novembre 1868 et dans lequel on avait tout simplement oublié de mentionner ce pour quoi il avait été promulgué : le stationnement des ânes dans la cour de la gare !